



L'APPEL AU PEUPLE DE GAUCHE

« Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous l'unité de la gauche et des écologistes aux élections régionales ? » Telle sera la question posée à tous les électeurs de gauche les 16, 17 et 18 octobre prochain. Jean-Christophe Cambadélis a présenté le dispositif mis en place pour ce référendum, validé par le bureau national lundi 28 septembre. Une campagne nationale de tracts et d'affiches sera lancée dans les fédérations. L'ensemble du parti est mobilisé pour la réussite de ce qui sera un moment de la campagne des régionales. « Il faut lutter contre la fragmentation », a expliqué le Premier secrétaire, insistant sur l'indispensable unité de la gauche en vue des élections.

Car le Parti socialiste fait face à la volonté d'une recomposition politique qui se ferait sur son dos. Or, face à la droite « qui veut détruire ce que nous avons fait dans les régions », face à l'extrême droite, le Parti socialiste fait lui le choix de « la stratégie de l'unité ».

Pour le Premier secrétaire, le Parti socialiste et ses partenaires de gauche ont des bilans positifs à défendre dans des régions qu'ils gèrent en commun depuis plusieurs années. « Tous ensemble, nous serions devant », a affirmé Jean-Christophe Cambadélis, rappelant que « la dynamique est plus forte que l'arithmétique ». Et c'est bien au peuple de gauche, et non aux états-majors, qu'il appartient de faire le choix de l'unité.

AG
EN
DA

16, 17, 18 octobre 2015

Référendum
sur l'unité
de la gauche

21 octobre 2015

Signature de la déclaration
d'engagement
pour le climat

CONFÉRENCE DU LABOUR : VERS LA RECONSTRUCTION ?



GETTY IMAGES/AFP

La première conférence annuelle du Parti travailliste britannique se tenait du 27 au 30 septembre à Brighton, une ville balnéaire du sud de l'Angleterre. Une Angleterre où le vote travailliste traditionnellement faible n'avait pas permis de compenser la perte historique des sièges en Ecosse au profit notamment des nationalistes écossais, privant les travaillistes d'une victoire qui semblait presque acquise. D'ailleurs, à l'adresse des nationalistes écossais, Corbyn avait lancé plus tôt en marge de la Conférence « *les drapeaux ne construisent pas de logements* ».

On a pu penser en effet qu'entre 2010 et 2015, le Labour ne voyait son retour dans l'opposition que comme un mauvais moment à passer. La défaite de mai dernier, ainsi que l'élection de Jeremy Corbyn, grâce à des réformes organisationnelles engagées par Ed Miliband pour inciter militants, et sympathisants à s'engager plus, ont fait le reste.

Corbyn lui-même ne se voyait pas leader du Parti et quand on le croise dans les allées de la Conférence, c'est un homme qui n'a pas encore le costume ou les artifices de la communication moderne. Loin d'être « *the next Primer mi-*

nister », il n'est « *que* » l'actuel leader, soucieux d'authenticité. La seule austérité qu'il tolère étant dans sa mise et son apparence.

L'affluence reste très importante. Les préparatifs étaient bien engagés quand le vote a eu lieu, ce qui ne permet pas d'imaginer une Conférence radicalement différente dans le style.

“ JEREMY CORBYN
A PLAIDÉ POUR UN
SYSTÈME ÉDUCATIF
PLUS JUSTE, ET A
APPELÉ À LA REPRISE
PAR LA PUISSANCE
PUBLIQUE DES
FRANCHISES DE
CHEMINS DE FER ”

Le ton avait été donné par le Ministre des finances du cabinet fantôme, John McDonnell le lundi. Complice de Corbyn, il était attendu au tournant. Il n'a pas satisfait ses détracteurs qui attendaient une diatribe gauchisante... Au contraire, attaquant frontalement la pensée héritée des années That-

cher-Major, McDonnell a indiqué son souhait d'une grande réforme fiscale et de s'attaquer à l'évasion fiscale. Son discours tient en une formule qui a fait mouche : « *l'austérité n'est pas une nécessité économique, elle n'est qu'un choix politique* ».

Le Parti qui a vu son nombre d'adhérents augmenter fortement avant et après l'élection de Corbyn – plus 3 000 dans sa seule circonscription – a désormais un objectif assigné par le leader : atteindre les 500 000.

Dans son discours, très attendu du mardi après-midi, Jeremy Corbyn, sans les accents oratoires aux colorations très religieuses parfois de ses prédécesseurs, a développé son plaidoyer pour un monde juste, en assurant qu'il ne renierait pas ses engagements d'hier. Silencieux sur l'Europe, Daech ou le Proche-Orient, il a évoqué la crise des réfugiés et a demandé à David Cameron de faire pression sur l'Arabie Saoudite pour qu'elle ne décapite pas le jeune Ali Mohammed al Nimr et ses amis.

Plaidant pour un système éducatif plus juste envers les enfants, Corbyn a également averti que le parti ne devait pas se replier sur Westminster (le Parlement), mais se déployer dans l'ensemble du pays. Il a également appelé à la reprise par la puissance publique des franchises de chemins de fer. Une annonce très applaudie. Par contre, il n'a pas rien évoqué dans son discours sur le référendum.

Le Parti socialiste était représenté par Corinne Narassiguin qui participait à un débat sur le référendum avec Sergei Stanichev, le Président du Parti socialiste européen et d'autres dirigeants venus d'Irlande, du Danemark et des Pays-Bas.

Jeremy Corbyn devrait venir en France dans le courant du mois d'octobre.

DE NOUVELLES MESURES POUR LE LOGEMENT

Pour la première fois depuis 26 ans, un Président de la République s'est rendu au Congrès de l'Union sociale de l'habitat. François Hollande a marqué son attachement à l'accès au logement des catégories populaires et moyennes. « *Le mouvement HLM est en première ligne face à la crise, aux chômage, aux inégalités...* », a-t-il relevé, notant les nombreuses attentes des classes moyennes « *qui veulent également être hébergées dans le parc* ». Depuis 2012, de nombreuses mesures ont été mises en place : TVA à taux réduit pour la construction de logements sociaux, exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux, pénalités

majorées de la loi SRU... Mais « *l'ambition que nous devons partager encore aujourd'hui, c'est de construire davantage* », a rappelé le Président. En 2014, 100 000 logements sociaux ont été financés, ce qui est insuffisant.

PRÉEMPTION DE TERRAINS

François Hollande a donc annoncé de nouvelles mesures en faveur du logement social : une politique de préemption des terrains sera engagée dans les communes ne respectant pas l'obligation de 25% de logements sociaux.

L'Etat va créer un fonds national des aides à la pierre, qui rassemblera les bailleurs, les collectivités locales et

l'Etat. L'Etat va s'y engager à hauteur de 500 millions d'euros.

François Hollande a également annoncé le maintien de l'APL accession pour aider à l'accession sociale à la propriété et de la TVA minorée pour la construction de logements sociaux. Le prêt à taux zéro sera élargi et simplifié.

« *Le logement est une priorité affirmée du gouvernement*, ont salué Samia Ghali, SN au Logement, aux Villes et aux quartiers populaires et Cécile Jonathan, SNA au Logement. *Les Français et notamment les plus modestes attendent beaucoup de son action, les responsables socialistes, présents au congrès ont relayé leurs souhaits.* »

RÉPONDRE AUX ATTENTES D'UN MONDE NOUVEAU



Que peut la gauche dans ce nouveau monde, que l'économiste Daniel Cohen décrit comme « *clos, au désir infini* » ? C'était l'interrogation au cœur des Entretiens de Solférino qui se sont tenus jeudi 22 septembre à Paris. « *Nous sommes à la recherche d'un nouveau compromis social démocrate* », a estimé Henri Weber en introduction. Et l'interrogation porte désormais sur le contenu de ce compromis, qui doit être une réponse progressiste à la nouvelle révolution industrielle. Daniel Cohen a commencé par expliquer les origines de cette « *transformation en profondeur de notre société* ». Pour lui, le passage à l'ère post-industrielle est comparable, en intensité, à la transformation d'une société rurale en société industrielle au XIX^e siècle. La différence, c'est que le changement actuel est « *difficile à visualiser* ». La grande promesse du monde industriel, c'était la progression du

revenu par habitant, qui se fonde sur la promesse d'une croissance perpétuelle. Et le blocage engendre des frustrations d'autant plus que le monde industriel a aussi tourné le dos à l'idéal de progrès moral des Lumières : « *La société industrielle n'est pas une société d'émancipation, ni de liberté, ni d'autonomie, trois mots clés de la philosophie des Lumières* ». Au contraire, « *c'est un société d'obéissance, verticale, hiérarchique* ». Son secret de fonctionnement, « *c'est justement d'avoir une société complètement immobile sociologiquement mais qui parvient à faire rêver chacun de se hisser au dessus de sa condition, par la production de biens matériels.* »

POST-MATÉRIALISME

Reprenant la théorie du post-matérialisme du sociologue Ronald Inglehart, Daniel Cohen, explique que « *c'est avec la société post industrielle que la verticalité laisse place à une nouvelle horizontalité, avec au moins dans les mots, un appel à l'autonomie, à la créativité, à la liberté, ce qui fait échos aux Lumières* ». Mais cet idéal décrit par le sociologue « *nous échappe une deuxième fois* », constate Daniel Cohen, qui fustige la naïveté d'Inglehart, qui présuppose qu'une fois les désirs comblés, l'homme s'intéresse à ce qui compte la culture, l'art... Or, « *ce n'est pas*

vrai, car nos besoins sont calqués sur ceux de la société. Quand la société s'enrichit, si vous ne vous enrichissez pas individuellement, vous devenez un paria. Il y a toujours une rivalité vis-à-vis des autres pour trouver sa place dans la société. » Au final cette société post-industrielle a tendance « *à dérailler* », ce qu'on voit notamment avec le repli sur soi, la montée de la xénophobie.

Pourquoi cette frustration ? La colonne vertébrale, c'est la révolution du numérique, et la nature de la croissance qu'elle engendre. « *On est dans une période où le progrès technique est davantage dans la substituer que dans la complémentarité. Ce qui veut dire que la numérisation du monde tend à détruire les emplois concernés davantage qu'elle les rend plus productifs.* » Ne subsistent que les emplois qui sont créatifs, ce qui est un impératif épuisant. Cela permet de comprendre cette grande frayeur dans laquelle on vit : « *progrès social et progrès technique ne riment plus ensemble* ». Le défi de la prochaine génération est de retrouver des emplois de masse qui soient en complémentarité avec le progrès technique, qui est aujourd'hui vu comme une menace de déclassement. « *Or si la classe moyenne est menacée, c'est la démocratie qui l'est aussi.* »

> « *Le monde est clos et le désir infini* », Daniel Cohen, Albin Michel, 17,90 euros

16-17-18 OCTOBRE 2015

REFERENDUM

OUI
À L'UNITÉ

DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES

AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES



je vote près de chez moi

je vote en ligne



www.referendum-unite.com

